

a prouvé que les paniers percés libéraux d'Ottawa n'ont aucun sens des valeurs et de l'économie lorsqu'il s'agit de réinvestir les grandes richesses de notre pays.

On peut se demander pourquoi l'Alberta et la Saskatchewan ont créé des fonds du patrimoine et pourquoi la province de la Colombie-Britannique a établi la B.C. Resources Investments Corporation ou la British Columbia Petroleum Corporation. Comment se fait-il que nous soyons capables de mettre quelque chose de côté et d'investir pour bâtir notre avenir alors que le gouvernement fédéral est au bord de la faillite et entraîne l'ensemble du pays vers le chaos économique le plus total?

Selon moi, l'impôt sur le gaz naturel annoncé dans le budget et prévu dans le bill C-57 n'est rien d'autre qu'un moyen d'accaparer des recettes supplémentaires. En outre, le gouvernement veut percevoir un impôt de 8 p. 100 à la production et une redevance des producteurs, qui paient eux-mêmes des redevances à d'autres pour investir dans notre industrie pétrolière et gazière.

L'effet négatif de ces dispositions du programme énergétique national est évident partout au Canada. Je suppose, par exemple, que les bureaucrates, les ministres et les députés ministériels qui ont envisagé d'imposer une taxe de 8 p. 100 sur les producteurs ne se sont pas donné la peine de calculer le taux de rendement des investissements pour savoir si les investisseurs dans les entreprises de prospection pétrolière dans l'ouest du Canada pouvaient absorber une telle taxe. Et bien sûr, le nombre considérable d'emplois perdus pour l'Ouest et l'exode d'entreprises entières spécialisées dans les forages qui passent au sud de la frontière où les bénéficiaires sont beaucoup plus intéressants, démontrent bien que le gouvernement est incompetent et a négligé de faire une analyse quantitative des répercussions de ses programmes avant de les appliquer.

● (1720)

Je suppose, monsieur l'Orateur, que le gouvernement n'a pas pensé qu'une taxe plus lourde sur le gaz naturel, passant de 30c. le mille pieds cubes ou 28c. le gigajoule au double de ce montant en moins de deux ans, aurait des répercussions sur les agriculteurs ou sur la production indispensable d'engrais synthétique à partir du gaz naturel. La fédération des coopératives du gaz de l'Alberta et d'autres groupes viennent de signaler à son attention que les aliments que nous consommons sont en réalité produits à partir de nos ressources naturelles et que les hausses de coût de production finiront par se répercuter sur l'indice du coût de la vie.

Naturellement, le gouvernement a imposé dans son budget une taxe à la tête de puits qui se répercute sur le prix des combustibles de chauffage domestique. Cet effet est accru dans l'ouest du Canada où la plupart des gens se chauffent au gaz naturel, ce qui diffère du temps où j'étais enfant, il y a trente ans, lorsque nous n'avions pas de bois, seulement un peu de charbon, et que nous ne connaissions pas la chaleur et les avantages qu'offre le gaz naturel.

Puis brusquement, le gouvernement impose aux Canadiens de l'Ouest de même qu'à ceux de l'Ontario et du Québec une hausse du prix du chauffage domestique à partir d'octobre dernier de quelque 33 p. 100 jusqu'à l'hiver prochain. Ce coût doit être assumé en partie par les retraités. Les résidents d'un immeuble subventionné par le Kiwanis dans ma circonscription se sont vu imposer sur leur facture de chauffage de décembre et des mois suivants une surtaxe qu'ils ont dû payer avec leur

### *Taxe d'accise*

pension de retraite, leur pension supplémentaire et leurs prestations de veuvage. Cette surtaxe découle du programme énergétique national. Par ailleurs, les plastiques qui sont si essentiels à notre industrie manufacturière et que nous gaspillons en quantité au Canada, sont également taxés à l'excès.

Nous agissons maintenant de la sorte en vue de préparer la nationalisation des principales industries du secteur énergétique. Nous avons commencé par faire l'acquisition de Petro-Canada et prétendu que le Canada faisait l'achat d'une société pétrolière alors qu'en vérité nous empruntons de l'argent par le biais des banques à charte en cédant les actions privilégiées à terme aux banques qui à leur tour ont transféré cette confiance aux prêteurs étrangers qui ont alors permis au Canada d'essayer d'acheter une part dominante de l'industrie pétrolière canadienne.

Partout au Canada on trouve maintenant des stations-service de Petro-Canada que les Canadiens de l'Ouest évitent comme la peste. Dans ces centres d'achat qui font concurrence aux centres déjà implantés on crée des restaurants à pizzas, des boutiques de dépannage et des magasins de vêtements, ce qui constitue encore un exemple du genre d'irritation qu'on fait subir aux Canadiens de l'Ouest. C'est une tentative de main-mise des libéraux d'Ottawa et aussi une ingérence de leur part qui va à l'encontre des principes et des traditions d'affaires de notre secteur privé dans l'ouest du Canada, et qui répugne totalement aux Canadiens de l'Ouest. Cela conduit naturellement à la question de savoir quels sont les gros bonnets libéraux qui obtiennent les baux pour ces concessions. Combien de ces marchés moins importants, bien moins importants que celui dont M. Strong a apparemment tellement bénéficié en organisant la prise de contrôle de Petrofina pour le compte du gouvernement, combien de ces marchés profitent à des gens qui sont les amis, les partisans ou les financiers du parti libéral?

Les libéraux et leurs amis du monde des affaires réalisent des profits élevés et j'estime qu'il serait opportun que le gouvernement et les Canadiens sachent comment sont utilisés les profits considérables découlant de ces taux d'intérêt élevés. Je dis donc que les taux d'intérêt élevés et les taux de rendement élevés des placements effectués au Canada sont engloutis par certaines institutions financières amies du parti libéral qui deviendront les nouvelles Power Corporations de l'avenir qui veulent mettre la main sur notre industrie du pétrole et du gaz, car elles ont leurs entrées auprès du gouvernement et du cabinet. Et je nommerai, entre autres, les Campeau, Strong, Desmarais et McCain. J'ignore combien il y en a encore, mais les Canadiens de l'Ouest constatent avec irritation que ces personnages, ouvertement liés au parti libéral, sont probablement d'une façon ou d'une autre responsables des taux d'intérêt élevés, des profits qui en découlent ainsi que du jeu de puissance qui se joue en vue d'obtenir une participation majoritaire dans l'industrie du pétrole et du gaz au Canada, notamment dans les gisements sous-marins.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué est expiré.

**M. Robert Wenman (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, c'est avec une inquiétude croissante au sujet de la politique que le gouvernement a adoptée à l'égard de ma partie du pays, c'est-à-dire l'Ouest, que je participe à ce débat. Cette